

DECISION DU MAIRE

Commune de SAINT-JUST SAINT-RAMBERT

AFFAIRES CULTURELLES

N° 2024-087

Objet : CONVENTION DE RESIDENCE ARTISTIQUE – LA CIE DES ETOURNEAUX**Le maire de la Commune de Saint-Just Saint-Rambert**

- **VU** les dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°2020-019 en date du 25 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre toutes les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées dans cette délibération, notamment, prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres inférieurs aux seuils européens (y compris les avenants), lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la mission de soutien, de la saison culturelle La Passerelle, aux compagnies régionales dans leur démarche de création artistique,

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure une convention de mise à disposition gratuite de résidence artistique avec La Cie des Etourneaux aux conditions suivantes :

- Mise à disposition de la salle « Les Bateliers » et un espace repas à La Passerelle,
- Du 9 septembre 2024 au 13 septembre 2024 de 9h à 19h,
- Pour 3 participants sans la présence de technicien,
- Pour une résidence de création intitulée « Le Mystère Léon Plouhinec ».

ARTICLE 2 : Cette décision sera transmise à La Cie des Etourneaux pour notification.

ARTICLE 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et présentée à la prochaine séance du Conseil Municipal afin d'en prendre acte.

Fait à Saint-Just Saint-Rambert, le 7 juin 2024

Olivier JOLY
Maire de SAINT-JUST SAINT-RAMBERT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214202798-20240607-D2024-087-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/06/2024